

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Les-contribuables-n-ont-pas-a-payer-pour-sauver>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Les contribuables n'ont pas à payer pour sauver une industrie nucléaire en faillite !**

26 février 2016

Les contribuables n'ont pas à payer pour sauver une industrie nucléaire en faillite !

Alors que le "fleuron" de l'industrie française accuse une perte de 2 milliards d'euros, les Français ne devraient pas avoir à payer le sauvetage d'une filière sans avenir.



Le krach d'Areva : une affaire d'État

Longtemps présenté comme un des fleurons de l'industrie française, Areva accuse aujourd'hui une perte de 2 milliards d'euros et paie la folie de l'EPR d'Olkiluoto et ses investissements désastreux dans Uramin. L'État, actionnaire majoritaire d'Areva, a une responsabilité importante dans cette situation désastreuse pour avoir laissé Areva commettre des erreurs stratégiques monumentales et, plus encore, fermé les yeux sur le scandale Uramin, les soupçons de corruption de dirigeants et les possibles délits d'initiés.

Des impacts inévitables sur la sûreté et les travailleurs

Alors qu'Areva ne compte pas restreindre ses activités et prévoit un plan social qui toucherait 6000 postes, le plan d'économie prévu aura inévitablement des répercussions sur la sûreté, avec un recours accru à la sous-traitance pour diminuer les coûts, une maintenance rognée et une pression supplémentaire sur les travailleurs.

Un scandale payé par les contribuables

Alors qu'une recapitalisation d'un montant de 5 milliards d'euros est prévue, ce seront finalement les contribuables - à qui le nucléaire a été imposé - qui supporteront le poids du "sauvetage" d'Areva. En période d'austérité économique, alors que de nombreux budgets subissent des coupes drastiques, il est immoral que l'argent public continue de couler à flot pour renflouer une entreprise soupçonnée de malversations.

Lourdement endettée, Areva ne pourra de surcroît pas faire face à ses charges de démantèlement et de gestion des déchets. En vertu d'une récente [ordonnance](#), qui prévoit la solidarité des actionnaires majoritaires en cas de défaillance de l'exploitant, l'État, et donc les contribuables devront à nouveau mettre la main à la poche.

Pas d'acharnement thérapeutique pour une filière en faillite !

C'est la filière nucléaire française dans son ensemble qui est en faillite. Alors qu'EDF est déjà endettée à hauteur de 37,5 milliards d'euros et plombée par les coûts à venir du "grand carénage" (100 milliards selon la Cour des comptes), exiger qu'elle rachète une partie des activités d'Areva n'a aucun sens. Les restructurations prévues et recapitalisations annoncées ne sont que des manœuvres vaines pour laisser penser qu'un sauvetage de la filière est possible.

Le nucléaire est un tonneau des Danaïdes ! L'État doit arrêter d'engloutir des milliards dans cet impossible sauvetage d'une industrie dangereuse, polluante et dépassée. Pour empêcher la catastrophe industrielle, la seule solution est d'arrêter les frais en engageant dès maintenant une sortie du nucléaire et une reconversion vers une authentique transition énergétique. En particulier, c'est le moment ou jamais de mettre fin au retraitement des déchets à La Hague et à la fabrication de combustible MOX, opérations chères, polluantes et inutiles ; d'autant que les installations se [dégradent plus rapidement que prévu](#).

Contact presse :

Martial Chateau - 02 43 94 72 88

Chargée de communication :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23

En savoir plus avec notre dossier d'actualités : [L'industrie nucléaire est en faillite !](#)